

PREFECTURE DES CÔTES-D'ARMOR

ARRETE

**portant autorisation d'une installation classée
pour la protection de l'environnement**

DIRECTION
DES COLLECTIVITES LOCALES
ET DE L'ENVIRONNEMENT

CLB

*Le Préfet des Côtes d'Armor,
Chevalier de la Légion d'honneur,*

- VU le décret n° 82-389 du 10 mai 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements ;
- VU le Code de l'Environnement ;
- VU le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié, pris pour l'application de la loi du 17 juillet 1976 (codifiée au titre I du livre V du Code de l'Environnement) ;
- VU le décret n° 53-578 du 20 mai 1953 modifié, portant nomenclature des installations classées ;
- VU l'arrêté ministériel du 13 juin 1994, modifié le 1^{er} juillet 1999, fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les élevages avicoles soumis à autorisation sous la rubrique n° 2111 1° de la nomenclature
- VU le décret n° 2001-34 du 10 janvier 2001, relatif aux programmes d'action à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;
- VU l'arrêté ministériel du 6 mars 2001, relatif aux programmes d'action à mettre en œuvre dans les zones vulnérables afin de réduire la pollution des eaux par les nitrates d'origine agricole ;
- VU l'arrêté préfectoral en date du 20 juillet 2001, modifié le 1^{er} août 2002, établissant le second programme d'action à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;
- VU l'arrêté préfectoral du 31 mars 1980 (abrogeant le récépissé de déclaration du 4 février 1974), au titre de l'installation classée pour la protection de l'environnement « ROBIN Noël », l'autorisant à exploiter à MAEL CARHAIX au lieu-dit « Ker Avel » un élevage avicole de 95900 animaux équivalents (2000 poulettes démarrées et 93900 poules pondeuses) ;
- VU la demande présentée le 18 avril 2000 (modifiée le 4 mars 2003), par l'installation classée « **SOCIETE Elevage avicole de KER AVEL** », sise « Ker Avel » en MAEL CARHAIX, en vue de la régularisation avec restructuration d'un élevage avicole (35000 poulettes démarrées et 60900 poules pondeuses) soit un cheptel global de 95900 animaux-équivalents, avec installation de fabriques d'engrais et support de culture, à MAEL CARHAIX au lieu-dit « Ker Avel » (Section ZB N°3-7-67) ;
- VU les plans et documents annexés à cette demande ;
- VU les résultats de l'enquête publique et notamment les conclusions du Commissaire-enquêteur ;

VU les délibérations des conseils municipaux de GLOMEL 28 novembre 2001), KERGRIST MOELOU (6 décembre 2001), LOCARN (19 décembre 2001), MAEL CARHAIX (12 décembre 2001), TREBRIVAN (27 novembre 2001), PAULE (22 novembre 2001);

VU les avis recueillis lors de l'instruction du dossier ;

VU les rapports de l'Inspecteur des Installations Classées en date du 3 juin 2003 et du 5 mars 2004;

VU l'avis émis par le Conseil Départemental d'Hygiène le 25 juillet 2003 ;

CONSIDERANT qu'aux termes des dispositions du Code de l'environnement, notamment l'article L.512-2, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;

CONSIDERANT que le fonctionnement de l'élevage ne paraît pas susceptible d'avoir un impact négatif sur l'environnement et qu'en particulier les apports " azotés " ne sont pas supérieurs aux besoins des plantes ;

CONSIDERANT que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 et suivants du Code de l'environnement ;

CONSIDERANT que le pétitionnaire ne respecte pas les distances prescrites par la réglementation en cours, du fait de l'implantation de l'élevage à 80 mètres (V7), 65 mètres (V1), 84 mètres (V4), 105 mètres (V6) des tiers les plus proches ;

CONSIDERANT que les tiers concernés ont donné leur accord ;

CONSIDERANT que l'élevage se situe en zone d'excédent structurel (Z.E.S.), dans le canton de MAEL CARHAIX, dont le seuil d'obligation de traitement est de 15000 UN et le plafond d'épandage 90 ha ;

CONSIDERANT que l'exploitation produit 34125 UN, dont 25625 UN seront repris par la société « UCA », 7600 UN seront mises à la disposition de prêteurs et 900 UN réparties sur 5,86 ha de terres en propre, soit une charge azotée de 153,6 UN/ha ;

CONSIDERANT le contrat du 24 février 2003 avec la société UCA (*effectif concerné : pour 420 tonnes de fumier (NFU 42001) – 35000 places poulettes – 504 tonnes de fientes sèches, 70 à 85 % M.S. (NFU 42001) – 42011 places poules pondeuses*);

CONSIDERANT que le dossier initial a été modifié (mode d'exploitation en cages maintenu et désaffectation du poulailler V3 pour le stockage de fumier) ;

CONSIDERANT que le site d'implantation du hangar de séchage des fientes a été déplacé à plus de 100 mètres des tiers;

CONSIDERANT que les poulaillers à restructurer sont à plus de 100 mètres des tiers ainsi que les unités de stockage des fientes;

CONSIDERANT qu'une conduite rigoureuse de l'élevage s'impose, pour éviter la prolifération des mouches, afin d'assurer un environnement correct aux tiers (art. 21 de l'arrêté ministériel du 13 juin 1994);

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture des Côtes d'Armor,

- A R R E T E -

ARTICLE 1^{ER} -

A. - Le pétitionnaire est autorisé, au titre de l'installation classée « SOCIETE Elevage avicole de KER AVEL », à installer et exploiter à « Ker Avel » (section ZB N°3-7-67) en MAEL CARHAIX, conformément aux plans annexés à la demande, un élevage avicole de 95900 animaux-équivalents en présence simultanée, réparti comme suit (*sous réserve que la rotation des productions sur les poulaillers permette de limiter la production d'azote à 34125 kg par an*):

Elevage	
35000 poulettes démarrées	soit 35000 animaux équivalents
60900 poules pondeuses (œufs de consommation)	soit 60900 animaux équivalents
<i>Total : 95900 animaux</i>	<i>Total : 95900 animaux équivalents</i>

installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation, sous réserve du respect de la réglementation en cours, notamment l'arrêté préfectoral du 20 juillet 2001 visé ci-dessus, et des prescriptions définies dans les articles ci-après.

B. - Il est donné acte au pétitionnaire de sa déclaration, au titre de l'installation classée « SOCIETE Elevage avicole de KER AVEL », en vue d'installer et exploiter à la même adresse trois fabriques d'engrais et de supports de culture à partir des matières organiques, dont la capacité moyenne de production est de 1150 tonnes par an.

Pour l'exploitation de ces fabriques d'engrais et de supports de culture, l'éleveur devra respecter les prescriptions complémentaires édictées ci-après, à l'article 3.

ARTICLE 2 -

2.1 l'accès à tout cours d'eau des oiseaux aquatiques de basse cour est interdit sous réserve de l'application de l'article 18 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1997 modifié ;

2.2 PRESCRIPTIONS GENERALES DE SECURITE :

2.2.1 - les matériaux employés pour la construction du bâtiment devront être de catégorie M3 au minimum (*c'est-à-dire moyennement inflammables*).

2.2.2 - l'installation électrique devra être conforme aux normes en vigueur ainsi que les installations de chauffage et de stockage de combustibles, s'il en existe.

2.2.3 - l'établissement sera doté de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques à défendre (*extincteurs pour feu d'origine électrique*) ; de plus, un tuyau d'arrosage, branché sur une conduite d'eau sous pression, sera installé à proximité d'une issue.

2.2.4 - les silos, greniers et autres locaux affectés dans les exploitations agricoles, de façon permanente ou non, au stockage des produits agricoles, ou nécessaires à l'agriculture, devront répondre aux dispositions de l'arrêté préfectoral du 19 janvier 1977.

2.2.5 - installer à 200 mètres au plus de l'établissement, en un emplacement facilement accessible aux engins de lutte contre l'incendie, un poteau d'incendie de 100 m/m conforme à la norme NFS 61213 capable de fournir en permanence un débit de 1 000 litres/minute sous une pression dynamique de 1 bar minimum, ou une réserve d'eau d'une capacité comprise entre 90 et 120 m3 conformément à la circulaire ministérielle n°465 du 10 décembre 1951.

2-3 - PRESCRIPTIONS PARTICULIERES CONCERNANT L'ELEVAGE AVICOLE :

2.3.1 - La surface des poulaillers pour l'élevage de poulettes ne devra pas dépasser 2280 m² (V1 - V4 - V5).

2.3.2 - Toutes les eaux usées (*sas, etc.*) y compris celles du lavage éventuel du poulailler entre deux bandes et celles du lavage de l'équipement intérieur du poulailler seront collectés et traités. Tout écoulement dans le milieu naturel est interdit.

2.3.3 - Que l'enlèvement du fumier de poulettes de chaque poulailler (V1, V4, V5) soit réalisé dans la journée vers l'unité de stockage et de compostage du fumier réservé à cet effet suivi d'une désinsectisation efficace.

2.3.4 - Tout stockage de fientes ou de fumier est interdit en dehors des ouvrages de stockage réservés à cet effet.

2.3.5 - Qu'un bilan de validation soit effectué par un expert indépendant et compétent dans un délai de 3 mois à compter de la réalisation des travaux il s'assurera que les données présentées dans l'étude d'impact et des dangers sont respectés et exactes cette expertise sera complétée par des mesures (laboratoire etc) pour s'assurer de l'adéquation entre prévisions et réalités et fera l'objet d'un rapport adressé au service des Installations Classées.

La fréquence du renouvellement de ce bilan sera ensuite bisannuelle.

2.4 - AUTRES :

2.4.1 - Un écran de verdure suffisamment dense pour isoler le bâtiment des habitations voisines sera mis en place aux abords de l'élevage. Les plantations interviendront dans un délai de douze mois à compter de la date de l'arrêté préfectoral.

ARTICLE 3 - PRESCRIPTIONS COMPLEMENTAIRES CONCERNANT L'UNITE DE FABRICATION D'ENGRAIS ET DE SUPPORTS DE CULTURE :

3.1.1. CONFORMITE DE L'INSTALLATION A LA DECLARATION

L'installation est implantée, aménagée et exploitée conformément aux plans et aux dispositions décrites dans le dossier joint à la demande, lesquelles seront adaptées de telle façon qu'il soit satisfait aux prescriptions ci-après.

3.1.2. MODIFICATIONS

Tout projet de modification de l'installation, de son mode d'exploitation ou de son voisinage, de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de déclaration, doit être porté, avant sa réalisation, à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.

3.1.3. DOSSIER INSTALLATION CLASSEE

L'éleveur doit établir et tenir à jour un dossier comportant les documents suivants :

- a) le dossier de déclaration,
- b) les plans tenus à jour,
- c) l'acte administratif réglementant l'activité
- d) le cahier de suivi
- e) les documents et analyses visés à l'article 3.

Ce dossier doit être tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

3.2 : IMPLANTATION - AMENAGEMENT

3.2.1. REGLES D'IMPLANTATION

Sans préjudice des dispositions réglementaires applicables par ailleurs, l'installation doit être implantée :

- a) à au moins 100 mètres de toute habitation occupée par des tiers, des stades ou des terrains de camping agréés, des établissements recevant du public, ainsi que des zones destinées à l'habitation par des documents d'urbanisme opposables aux tiers.
- b) à au moins 50 mètres des puits et forages, des sources, des aqueducs en écoulement libre, de toute installation souterraine ou semi-enterrée utilisée pour le stockage des eaux, que les eaux soient destinées à l'alimentation en eau potable ou à l'arrosage des cultures maraîchères, des rivages, des berges des cours d'eau ;
- c) à au moins 200 mètres des lieux et baignade et des plages ;

d) à au moins 500 mètres des piscicultures et des zones conchyliques, aquacoles et gisements naturels de coquillages.

3.2.2. INTEGRATION DANS LE PAYSAGE

L'éleveur prend les dispositions nécessaires pour satisfaire à l'esthétique du site (peinture, plantations, engazonnement...). Il tient à jour un schéma d'aménagement visant à s'assurer de l'intégration esthétique de l'établissement. L'ensemble du site est maintenu propre et les bâtiments et installations entretenus en permanence.

Il est apporté un soin particulier aux abords de l'établissement relevant de l'exploitant, et notamment autour des émissaires de rejets (plantations, engazonnement, etc.).

3.2.3. INTERDICTION D'HABITATIONS AU-DESSUS DES INSTALLATIONS

L'installation ne doit pas être surmontée de locaux habités ou occupés par des tiers.

3.2.4. ACCESSIBILITE - VOIE DE CIRCULATION.

Les différentes zones de l'installation doivent être accessibles pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours. Les bâtiments éventuels sont desservis, sur au moins une face, par une voie-engin.

En cas de local fermé, une des façades est équipée d'ouvrant permettant le passage de sauveteurs équipés.

A l'intérieur de l'établissement, les voies de circulation, les pistes et voies d'accès seront nettement délimitées, maintenues en constant état de propreté et dégagées de tout objet susceptible de gêner la circulation. Les véhicules sortant de l'installation n'entraîne pas de dépôt de poussières ou de déchets sur les voies de circulation.

3.2.5. INSTALLATION DE FABRICATION.

3.2.5.1. - Pour la mise en oeuvre du procédé de fabrication l'exploitant disposera, pour le poulailler d'un système de préséchage des fientes (éventails) au niveau de chaque étage de batterie de ponte. Le taux de siccité des fientes après le séchage sera de 55 % (V6) et un hangar (S = 312 m²) de séchage et maturation des fientes séchées

Le taux de matière sèches des fientes sera supérieure ou égale à 80 % après séchage.

Pour le poulailler P7, le séchage des fientes sera assuré dans la fosse (type fosse profonde) sur toute la surface du poulailler. Le taux de matières sèches des fientes sera supérieur ou égale à 70 %.

Pour les poulaillers (V1, V4 et V5) d'une fumière couverte (S = 850 m²)

Ces installations disposeront d'une capacité de production et de stockage d'au moins 6 mois.

3.2.5.2. - Le produit obtenu répondra aux critères imposés par la norme NFU-42 001.

3.2.5.3. - Un quai ou une aire de chargement sera aménagé de façon à permettre la reprise des produits dans de bonnes conditions.

3.2.5.4. - Le stockage des matières premières et des produits finis doit se faire de manière séparée sur des aires identifiées, réservées à cet effet.

3.2.5.5. - Toutes les dispositions nécessaires seront prises pour récupérer les liquides d'égouttage. Tout écoulement dans le milieu naturel est interdit.

3.2.5.6. - l'exploitant disposera des matériels nécessaires à la mise en oeuvre des procédés de fabrication soit directement soit par l'intermédiaire d'un prestataire de service.

3.2.5.7. - La hauteur maximale des stocks de produits est limitée en permanence à 3 mètres. Dans le cas d'une gestion par andins, la même contrainte s'applique pour la hauteur des andins.

3.2.5.8. - La durée d'entreposage sur les sites des produits finis sera inférieure à un an.

3.2.5.9. - Les fabriques d'engrais et de supports de cultures devront être fonctionnelles au plus tard 6 mois à compter de la date du présent arrêté.

3.2.6. VENTILATION DES LOCAUX

Sans préjudice des dispositions du code du travail, les locaux fermés abritant l'une des aires visées doivent être convenablement ventilés pour éviter tout risque d'atmosphère explosive. Le débouché à l'atmosphère de la ventilation doit être placé aussi loin que possible des habitations voisines.

3.3 : EXPLOITATION - ENTRETIEN.

3.3.1. SURVEILLANCE DE L'EXPLOITATION.

L'exploitation doit se faire sous la surveillance, directe ou indirecte, d'une personne nommément désignée par l'exploitant et ayant une connaissance de la conduite de l'installation.

Les personnes étrangères au fonctionnement de l'élevage ne doivent pas avoir libre accès à l'installation.

3.3.2. - PROPRETE.

L'installation est toujours maintenue en bon état de propreté. Les opérations de nettoyage et d'entretien sont menées de façon à éviter toute nuisance et tout risque sanitaire.

L'exploitant prend les mesures nécessaires pour lutter contre la prolifération des insectes et des rongeurs.

3.3.3. CONTROLE ET SUIVI.

La gestion doit se faire par lots de fabrication. Un lot correspond à une quantité de matières fertilisantes ou de supports de culture fabriqués ou produits dans des conditions supposées identiques et constituant une unité ayant des caractéristiques présumées uniformes.

3.3.3.1. Pour le fumier (élevage de poulettes), le process doit respecter un minimum de deux retournements ou une aération forcée et l'exploitant doit s'assurer du maintien d'une température supérieure à 55°C pendant 15 jours ou de 50 °C pendant 6 semaines.

L'exploitant doit disposer d'une sonde de température et effectuer au moins les relevés suivants : (J correspondant au jour de chaque retournement.)

- a) 1ère mesure à J + 2 jours
- b) 2ième mesure à J + 5 jours
- c) 3ième mesure à J + 12 jours

Ces opérations sont renouvelées à chaque retournement.

3.3.3.2. L'exploitant doit tenir à jour un cahier de suivi sur lequel il reporte toutes les informations utiles concernant la conduite de la fabrication :

- a) la quantité de matières premières entrantes,
- b) l'origine des matières premières (nature et origine des déjections - origine des déchets verts le cas échéant),
- c) les dates d'entrée ,
- d) les quantités d'eau apportée et les dates d'apport, le cas échéant,
- e) les mesures de température (date des mesures et relevés de température),
- f) les dates des retournements,
- g) la date de l'entrée en maturation.

h) le bilan matière dans la mesure où le procédé démontrant un abattement d'azote sur le fertilisant à épandre.

3.3.3.3. Les anomalies de fabrication devront être relevées et analysées afin de recevoir un traitement nécessaire au retour d'expérience de la méthode d'exploitation.

3.3.3.4. Ces documents de suivi devront être archivés et tenus à la disposition de l'Inspection des Installations Classées pendant une durée minimale de 5 ans.

3.3.3.5. Toute modification du process doit être portée à la connaissance de l'inspecteur des installations classées.

3.3.3.6. Les produits qui ne sont ni homologués ni conformes à la norme rendue d'application obligatoire, le pétitionnaire devra obtenir l'accord de l'inspecteur des installations classées quant au mode d'élimination qu'il compte mettre en œuvre (destruction, incinération, épandage, etc.).

3.3.4 UTILISATION DES ENGRAIS ORGANIQUES

Engrais organiques utilisés comme produit commercial destiné à être mis sur le marché

Pour être mis sur le marché, au titre des articles L 255-1 à L 255-11 du code rural relatif à la mise sur le marché des matières fertilisantes et des supports de cultures, les produits finis doivent disposer d'une homologation ou, à défaut d'une autorisation provisoire de vente ou sont conformes à une norme rendue d'application obligatoire.

L'exploitant doit respecter les obligations de résultat définies par les spécifications de la norme ou de l'homologation ou de l'autorisation provisoire de vente, en matière de valeur fertilisante et de sécurité sanitaire du produit.

A cette fin, dans l'attente de consignes nationales sur la normalisation et indépendamment des exigences particulières portées sur le contrat de reprise, pour chaque lot commercialisé, l'exploitant met en place les procédures de contrôles et analyses nécessaires. Celles-ci portent au minimum sur les paramètres suivants: Matière sèche, matières minérales, matières organiques, azote totale et NH₄, P₂O₅, K₂O.

Par ailleurs et dans l'attente de la publication par la commission d'étude de la toxicité des matières fertilisantes et des supports des cultures, des tolérances en éléments toxiques, l'exploitant est tenu de réaliser, tous les six mois, une recherche de métaux lourds : cadmium, cuivre, plomb, zinc.

De même, il devra procéder à des prélèvements et des examens portant sur les germes suivant : E.coli, salmonelles (St, E), Clostridium, entérocoques, œufs d'helminthe, streptocoques. Un résultat de ces recherches datant de moins de six mois devra être fourni avant chaque reprise de produit.

Le produit devra être étiqueté conformément aux spécifications de la norme ou de l'homologation ou de l'autorisation provisoire de vente. L'étiquetage devra également indiquer que les produits commercialisés doivent répondre aux exigences réglementaires du programme d'action ou réglementations spécifiques en vigueur dans les départements destinataires.

Pour être considéré comme une mesure de résorption par exportation du produit à des fins commerciales, l'exploitant devra mettre en place une traçabilité conformément aux dispositions prévues à l'article 3-4.

Engrais organiques utilisés en tant que matière fertilisante destinée à l'épandage

A défaut de disposer d'une homologation, d'une autorisation provisoire de vente, d'une autorisation de distribution pour expérimentation ou d'avoir un produit conforme à une norme d'application obligatoire, l'exploitant doit respecter les dispositions réglementaires en matières d'épandage d'effluents d'origine agricole définies par les arrêtés préfectoraux relatifs aux élevages et par l'arrêté préfectoral relatif au programme d'action « nitrates ».

Le suivi de l'épandage est assuré par l'enregistrement sur le cahier de fertilisation conformément aux dispositions réglementaires en vigueur.

Compost utilisé comme matière première pour la fabrication de matière fertilisante ou support de culture vers une unité installation classée sous la rubrique 2170

L'exploitant doit mettre en place une traçabilité conformément à l'article 3.4.

3.4. GESTION DES FLUX - TRAÇABILITE

Une convention est établie avec la société UCA (22) PLOUISY qui assure la mise sur le marché ou la reprise vers une installation classée 2170 :

- a) pour 504 tonnes de fientes sèches par an soit 18905 unités d'azote (42011 poules pondeuses),
- b) pour 420 tonnes de fumier par an soit 6720 unités d'azote (34000 poulettes/An).

Cette convention devra préciser :

- a) les obligations de l'éleveur,
- b) les conditions de reprise,
- c) les modalités selon lesquelles la société qui assure la reprise fournira à l'inspecteur des installations classées les informations nécessaires concernant la destination finale du produit.

Afin de justifier d'une mesure de résorption, les produits repris devront être épanchés en dehors des cantons en zone d'excédents structurels et cantons supérieurs à 140 UI/ha conformément aux dispositions départementales en vigueur.

Un enregistrement des cessions à l'organisme cité dans la convention de reprise est réalisé avec :

- a) les dates de départs,
- b) les références de lot,
- c) la référence de la norme ou de l'homologation le cas échéant
- d) les quantités livrées en tonnes et en m3,
- e) le nom du transporteur
- f) les destinations (nom du destinataire et lieu de destination)

A chaque enlèvement, un bon d'enlèvement est établi entre l'exploitant, le transporteur et l'organisme qui assure la reprise. Sur ce bon sont indiqués, la date de départ, la nature du produit, la référence à la norme ou le numéro d'homologation, les quantités enlevées en tonne et en m3, la désignation du transporteur, la dénomination de l'exploitant, son adresse, et les coordonnées de la société qui assure la commercialisation.

L'exploitant doit pouvoir fournir chaque année aux services d'inspection des installations classées, les quantités de produits livrés et leurs destinations finales, celles-ci pouvant être fournies directement par la société qui assure la reprise et tenir à la disposition des organismes de contrôle les analyses et bons d'enlèvements qui devront être conservés au moins pendant cinq ans.

L'exploitant est tenu d'avertir le service d'inspection installation classée de toute rupture de contrat dès lors qu'il en prend connaissance ou de tout événement s'opposant à la reprise des déjections et de proposer une mesure alternative. En l'absence de solution de substitution, les effectifs d'animaux devront être réduits.

3.5. : PREVENTION DES RISQUES INCENDIE.

L'installation doit être dotée de moyens de secours contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment :

- a) d'un ou de plusieurs appareils d'incendie (bouches, poteaux, ..) publics ou privés dont un implanté à 200 mètres au plus du risque ou des points d'eau, bassins, citernes, etc., d'une capacité en rapport avec le risque à défendre ;

- b) d'extincteurs répartis à l'intérieur des locaux, sur les aires extérieures et les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction doivent être appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits stockés ;
- c) d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;
- d) de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours.

Ces matériels doivent être maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an.

En cas d'exploitation par andins, l'exploitant doit disposer d'une aire réservée laissée disponible, de superficie au moins égale à 2 fois la surface d'un andin, et d'un engin approprié permettant d'étaler un tas en feu.

3.6. : AIR - ODEURS.

L'installation doit être aménagée, équipée et exploitée de manière à ce que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de nuisances olfactives pour le voisinage. L'exploitant doit veiller en particulier à éviter en toute circonstance l'apparition de conditions anaérobies, au niveau du stockage des matières premières ou lors du traitement par compostage.

L'exploitant doit adopter toutes dispositions nécessaires pour prévenir et limiter les envois de poussières et matières diverses :

- a) des écrans de végétation d'espèces locales seront mis en place le cas échéant autour de l'installation ;
- b) pour les installations ou stockages situés en extérieur, des systèmes d'aspersion ou de bâchage seront mis en place si nécessaire.

L'inspection des installations classées peut demander la réalisation, aux frais de l'exploitant, d'une campagne d'évaluation de l'impact olfactif de l'installation afin de qualifier l'impact et la gêne éventuelle et permettre une meilleure prévention des nuisances selon les normes en vigueur et les dernières références connues.

ARTICLE 4 - RESORPTION

Transfert : 25625 unités d'azote.

ARTICLE 5 -

La présente autorisation, accordée sous réserve du droit des tiers, n'équivaut pas à un permis de construire. Elle cessera d'être valable si l'établissement n'a pas été mis en service dans le délai de *trois ans* ou reste inexploité pendant plus de *deux années* consécutives.

ARTICLE 6 -

Toute modification ou extension apportée à l'établissement, de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier d'autorisation, devra faire l'objet d'une nouvelle demande d'autorisation.

Tout changement d'exploitant fera l'objet d'une déclaration adressée par le successeur au Préfet des Côtes d'Armor dans le mois qui suivra la prise de possession, par lettre accompagnée des justificatifs.

ARTICLE 7 -

Le pétitionnaire est tenu de déclarer, sans délai, à l'inspection des installations classées, les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de l'installation susvisée qui seraient de nature à porter atteinte à son environnement.

Il devra, en outre, se conformer aux prescriptions législatives et réglementaires édictées notamment par le livre II du Code du Travail dans l'intérêt de l'hygiène et de la sécurité des travailleurs.

ARTICLE 8 -

Une copie du présent arrêté sera déposée aux archives de la mairie de MAEL CARHAIX pour y être consultée par toute personne intéressée.

Un extrait de cet arrêté, énumérant les conditions auxquelles l'autorisation est accordée, sera affiché à la porte de la mairie de MAEL CARHAIX pendant une durée minimum d'un mois. Un même extrait sera affiché, en permanence, de façon visible, dans l'installation par les soins de l'installation classée « SOCIETE Elevage avicole de KER AVEL ».

Un avis sera inséré par les soins du Préfet et aux frais de l'installation classée « SOCIETE Elevage avicole de KER AVEL » dans deux journaux d'annonces légales du département.

ARTICLE 9 -

La décision préfectorale susvisée du 31 mars 1980 est abrogée et remplacée par le présent arrêté.

ARTICLE 10 -

« Délai et voie de recours (article L.514-6 du Code de l'environnement) : La présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée ».


ARTICLE 11 -

Le Secrétaire Général de la Préfecture des Côtes d'Armor,
Le Sous-Préfet de GUINGAMP,
Le Maire de MAEL CARHAIX,
L'Inspecteur des Installations Classées,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont copie sera notifiée au pétitionnaire *pour être conservée en permanence et présentée à toute réquisition des autorités administratives ou de police*, ainsi qu'aux maires de GLOMEL, KÉRGRIST MOELOU, LOCARN, TREBRIVAN, PAULE pour information.

SAINT-BRIEUC, le 20 AVR. 2004

LE PREFET,

Pour le Préfet,
le Secrétaire Général

Jacques MICHELOT